

Comité consultatif sur l'application des droits

Dix-septième session
Genève, 4 – 6 février 2025

NOUVELLE LÉGISLATION NATIONALE

Contributions établies par l'Italie et l'Albanie

1. À sa seizième session, tenue du 31 janvier au 2 février 2024, le Comité consultatif sur l'application des droits (ACE) est convenu d'examiner, à sa dix-septième session, une série de thèmes, et notamment "l'échange de données d'expérience nationales relatives aux mécanismes institutionnels associés aux politiques et systèmes d'application des droits de propriété intellectuelle, notamment les mécanismes permettant de régler les litiges de propriété intellectuelle d'une manière équilibrée, globale et efficace". À cet égard, le présent document contient les contributions de deux États membres concernant des lois nationales récemment adoptées ou mises à jour pour renforcer les moyens de faire respecter le droit d'auteur dans l'environnement numérique.
2. La contribution de l'Italie décrit les efforts de l'Autorité italienne des communications (AGCOM) pour traiter les plaintes relatives à la diffusion non autorisée d'œuvres protégées par le droit d'auteur en ligne, dont la plupart concernent des œuvres audiovisuelles, y compris des événements sportifs. Elle met en avant une mise à jour récente apportée à la législation en la matière afin d'étendre l'autorité de l'AGCOM pour y inclure notamment le pouvoir d'émettre des injonctions dynamiques et la capacité de bloquer, via la plateforme Piracy Shield, les sites Web qui diffusent illégalement des contenus en direct.
3. La contribution de l'Albanie porte quant à elle sur les défis liés aux atteintes au droit d'auteur dans l'environnement en ligne et présente les mesures prises par le pays pour adopter des réformes juridiques et institutionnelles permettant de faire face à ce problème. Elle présente notamment un nouveau projet de loi sur le droit d'auteur mis en forme par le Bureau du droit d'auteur et fondé sur l'acquis de l'Union européenne en matière d'environnement numérique. Cette nouvelle législation autorise le Bureau du droit d'auteur à engager des procédures administratives pour protéger le droit d'auteur et les droits connexes pour tous les

services en ligne qui ont une responsabilité éditoriale, et étend le champ d'application de la réglementation aux plateformes de partage de contenu en ligne.

4. Les contributions sont présentées dans l'ordre suivant :

Rôle de l'AGCOM dans la protection du droit d'auteur en ligne : Lutter contre le piratage des événements en direct 3

Moyens de faire respecter le droit d'auteur dans l'environnement numérique – Une nouvelle législation en matière de droit d'auteur 8

[Les contributions suivent]

RÔLE DE L'AGCOM DANS LA PROTECTION DU DROIT D'AUTEUR EN LIGNE : LUTTER CONTRE LE PIRATAGE DES ÉVÉNEMENTS EN DIRECT

*Contribution établie par Mme Bianca Terracciano, Direction des services numériques, Autorité italienne des communications (AGCOM), Rome (Italie)**

RÉSUMÉ

L'Autorité italienne des communications (AGCOM) a commencé à s'attaquer aux atteintes en ligne au droit d'auteur en 2014, en permettant aux titulaires de droits d'auteur et à leurs mandataires de déposer des plaintes concernant la diffusion non autorisée d'œuvres protégées par le droit d'auteur en ligne et de demander le retrait de ces contenus illicites. Depuis lors, l'AGCOM a traité plus de 5 000 affaires liées à ces plaintes, concernant principalement des violations massives du droit d'auteur, dont la plupart impliquent des œuvres audiovisuelles, y compris des événements sportifs. En 2023, la loi n° 93/2023 ("loi contre le piratage") a réaffirmé les compétences de l'AGCOM et renforcé ses pouvoirs d'intervention pour protéger les contenus diffusés en direct. Cela inclut le pouvoir d'émettre des injonctions dynamiques et la capacité de bloquer, via la plateforme Piracy Shield, les sites Web qui diffusent illégalement des contenus en direct. Piracy Shield est une plateforme machine à machine gérée par l'AGCOM et mise en ligne le 1^{er} février 2024. Elle a permis de désactiver plus de 26 000 noms de domaine pleinement qualifiés (FQDN) et 7 000 adresses IPv4.

I. RÉGLEMENTATION DU DROIT D'AUTEUR EN LIGNE PAR L'AGCOM

1. L'Autorité italienne des communications (AGCOM) a commencé à poursuivre les atteintes en ligne au droit d'auteur en 2014, après l'adoption en 2013, à l'issue d'une consultation publique, d'une réglementation sur le droit d'auteur en ligne. Cette réglementation permet aux titulaires de droits d'auteur et à leurs mandataires de déposer des plaintes concernant la publication non autorisée d'œuvres protégées par le droit d'auteur en ligne et de demander le retrait de ces contenus illicites ou de faire cesser les infractions commises.

2. La procédure commence par une plainte déposée par le titulaire des droits au moyen d'un formulaire numérique disponible sur le site Web de l'AGCOM. L'AGCOM ne peut pas intervenir d'office, mais seulement sur la base d'une plainte. Cette réglementation s'adresse aux fournisseurs d'accès Internet (FAI) et non aux utilisateurs finaux.

3. L'AGCOM informe les FAI, les gestionnaires de sites Web, les gestionnaires de pages Web et les personnes qui téléchargent des contenus, si elles ont été identifiées, qu'une procédure est en cours. Le gestionnaire du site Web et le gestionnaire de la page Web peuvent être différents dans certains cas, par exemple lorsqu'un sous-domaine est géré par une entité différente de l'entité principale¹. Les destinataires de ces notifications choisissent souvent de se conformer volontairement à la demande du titulaire des droits d'auteur et de retirer le contenu illicite. Dans ce cas, la procédure est close. Si le contenu illicite n'est pas retiré volontairement, l'AGCOM évalue l'affaire et peut décider de la classer (s'il n'y a pas de preuve d'infraction) ou d'adopter d'autres mesures.

* Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de l'auteur et pas nécessairement celles du Secrétaire ou des États membres de l'OMPI.

¹ Le règlement de l'AGCOM donne deux définitions distinctes des termes "gestionnaire de site Web" et "gestionnaire de page Web".

4. Par exemple, si un serveur hébergeant un site Web est situé en Italie, de sorte que l'hébergeur est soumis à la juridiction italienne, l'AGCOM peut demander au fournisseur de retirer l'œuvre numérique illicite; si le serveur est situé à l'étranger, l'AGCOM ne peut intervenir qu'à l'égard des fournisseurs d'accès Internet (FAI)² soumis à la juridiction italienne, auxquels il peut être ordonné de bloquer l'accès au site Web (en bloquant les noms de domaine ou les adresses IP). En cas de non-respect d'une ordonnance, l'AGCOM est habilitée à imposer des amendes.

5. La procédure de l'AGCOM est entièrement gratuite et doit être complétée dans un délai de 35 jours à compter de la réception de la plainte. Ce délai peut être ramené à 12 jours dans les cas d'infractions graves ou massives, y compris celles ayant des conséquences économiques importantes. Pour déterminer s'il convient d'autoriser la procédure accélérée, plusieurs facteurs peuvent être pris en considération : par exemple, le volume important d'œuvres portant atteinte au droit d'auteur, le moment de la mise sur le marché de l'œuvre, la valeur économique des droits violés et l'ampleur du préjudice causé. Le titulaire du droit indique la valeur de l'œuvre et une estimation du dommage dans la plainte. Un autre avantage clé du système de l'AGCOM est que l'ensemble de la procédure se déroule en ligne. Ce système permet aux titulaires de droits d'éviter des actions en justice coûteuses et de longues procédures judiciaires. La procédure de l'AGCOM ne remplace pas la procédure judiciaire, mais offre plutôt une autre solution. La possibilité d'engager une procédure devant l'AGCOM ne sera pas disponible dans le cas où l'une ou l'autre des parties fait appel à l'autorité judiciaire. En outre, comme pour toutes les décisions de l'AGCOM, les ordonnances relatives au droit d'auteur sont opposables devant le Tribunal administratif régional du Latium.

6. Depuis 2014, l'AGCOM a traité plus de 5 000 affaires (5 096 au 31 octobre 2024), concernant principalement des violations massives du droit d'auteur, dont la plupart impliquent des œuvres audiovisuelles, y compris des événements sportifs. Les procédures de l'AGCOM ont donné lieu à 1367 ordonnances de blocage d'accès. Toutefois, 28% des procédures ont été rejetées à la suite d'un accord volontaire entre les parties.

7. En 2018, la loi n° 167 du 20 novembre 2017 ("la loi européenne 2017"³) adoptée par le Parlement italien a modifié le cadre national pour la protection du droit d'auteur en ligne, en renforçant l'autorité de l'AGCOM dans deux domaines clés : l'adoption de mesures préventives urgentes contre les sites Web qui portent clairement atteinte au droit d'auteur, en partant du principe qu'un préjudice immédiat et irréparable peut être causé aux titulaires de droits; et l'introduction de mesures visant à prévenir les infractions répétées par des sites Web utilisant des pseudonymes pour contourner les décisions antérieures de l'AGCOM sur la même question.

8. Depuis lors, l'AGCOM est autorisée à adopter des mesures conservatoires dans les trois jours suivant la réception d'une plainte si la violation est manifeste et s'il existe un risque de préjudice imminent et irréparable pour le détenteur des droits. Une mesure conservatoire consiste principalement à ordonner la désactivation de l'accès à un site Web, mais elle peut également consister à ordonner le retrait de l'œuvre numérique illicite, en fonction du cas d'espèce. L'AGCOM notifie l'ordonnance aux FAI, qui ont deux jours pour s'y conformer. Les personnes qui téléchargent des contenus ayant pu être identifiées et le propriétaire du site Web en sont également informés. Les mesures conservatoires peuvent être contestées dans un délai de cinq jours à compter de la réception de la notification. Si une plainte est déposée, la

² Voir l'article 12 de la directive 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2000 relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, et notamment du commerce électronique, dans le marché intérieur (directive sur le commerce électronique), remplacée par l'article 4 du règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE (règlement sur les services numériques).

³ Loi n° 167 du 20 novembre 2017, intitulée "Dispositions pour l'accomplissement des obligations découlant de l'adhésion de l'Italie à l'Union européenne – Loi européenne 2017"; voir, en particulier, l'article 2 (Dispositions sur le droit d'auteur. Alignement complet sur les directives 2001/29/CE et 2004/48/CE).

Direction des services numériques entame une procédure qui doit être menée à bien dans un délai de sept jours.

II. PIRATAGE EN LIGNE DE CONTENUS EN DIRECT

9. En 2023, conformément à une résolution du Parlement européen de 2021⁴ sur les défis pour les organisateurs d'événements sportifs dans l'environnement numérique et à une recommandation de la Commission de 2023 sur la lutte contre le piratage en ligne des manifestations sportives et autres événements en direct⁵, l'AGCOM a introduit une procédure conservatoire qui peut être engagée sur la base d'une plainte d'un titulaire de droits à un stade précoce de la transmission d'une manifestation en direct. Cela peut se produire, par exemple, avant l'événement, lorsque l'événement fait l'objet d'une publicité ou lors d'une diffusion en direct.

10. La même année, les compétences de l'AGCOM ont été élargies par la loi n° 93/2023 ("loi contre le piratage"), qui est entrée en vigueur le 8 août 2023. Cette loi s'attaque au piratage en ligne de contenus en direct et réaffirme, en le renforçant, le rôle de l'AGCOM dans la lutte contre le piratage en ligne en étendant son champ d'intervention et en introduisant de nouveaux pouvoirs, notamment la possibilité d'émettre des "injonctions dynamiques".

11. Une injonction dynamique est une mesure précoce qui sert d'outil efficace pour bloquer toutes les violations ultérieures de même nature. Il s'agit non seulement des sites Web "alias", mais aussi de toutes les adresses en ligne associées à la diffusion illégale d'un type spécifique d'événement appartenant au demandeur. Après une nouvelle consultation publique, cette disposition s'appliquerait non seulement aux événements sportifs, mais aussi à toutes les émissions en direct, telles que les concerts, les premières diffusées à la télévision et les émissions de divertissement.

12. Selon la loi n° 93/2023, les ordonnances s'adressent aux fournisseurs de services de la société de l'information impliqués, à quelque titre que ce soit, dans la facilitation de l'accès à un site Web ou à des services illégaux (par exemple, les fournisseurs d'accès Internet, les moteurs de recherche en ligne, les fournisseurs de VPN, les fournisseurs de DNS publics et les fournisseurs de proxys inverses).

13. La loi prévoit également la mise en place d'une plateforme de machine à machine pour déposer des plaintes et permettre aux fournisseurs d'accès Internet de se conformer à ces décisions. Grâce à cette disposition, lorsque l'AGCOM adopte une mesure conservatoire, les titulaires de droits pourront notifier directement aux FAI les infractions supplémentaires liées à d'autres infractions concernant des événements en direct de même nature, par l'intermédiaire

⁴ Résolution du Parlement européen du 19 mai 2021 contenant des recommandations à la Commission sur les défis pour les organisateurs d'événements sportifs dans l'environnement numérique (2020/2073(INL)), dans laquelle le Parlement européen demande que "le retrait des retransmissions illégales de contenus sportifs en direct ou le blocage de l'accès à ces contenus par les intermédiaires en ligne se fasse immédiatement, ou aussi rapidement que possible, et en tout état de cause au plus tard dans les 30 minutes à compter de la réception de la notification de l'existence de ces retransmissions illégales émise par les titulaires des droits ou par un signaleur de confiance certifié" (para. 12). <<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A52021IP0236>>.

⁵ La Recommandation C(2023) 2853 de la Commission du 4 mai 2023 sur la lutte contre le piratage en ligne des manifestations sportives et autres événements en direct encourage les États membres, les autorités nationales, les titulaires de droits et les fournisseurs de services intermédiaires à prendre des mesures efficaces, appropriées et proportionnées pour lutter contre les retransmissions non autorisées de manifestations sportives et autres événements en direct (para. 1 du dispositif). Les fournisseurs sont également encouragés à coopérer avec les titulaires de droits, notamment en développant et en utilisant des solutions techniques visant à faciliter le traitement des notifications, telles que des interfaces de programme d'application (para. 5.B) du dispositif), et les États membres sont encouragés à prévoir la possibilité de demander des injonctions dynamiques (paragraphe 12, 26, etc., du dispositif). <<https://digital-strategy.ec.europa.eu/fr/library/recommendation-combating-online-piracy-sports-and-other-live-events>>.

d'une plateforme de machine à machine appelée Piracy Shield. Cette plateforme permet la gestion automatisée des notifications des titulaires de droits, ce qui garantit une protection rapide et efficace des droits, les interventions ayant lieu dans les 30 minutes suivant la notification, conformément aux procédures définies dans la loi contre le piratage.

14. Dans le cadre établi par le législateur, l'AGCOM a approuvé la résolution n° 189/23/CONS, intitulée "Modifications du règlement sur la protection des droits d'auteur sur les réseaux de communication électronique et modalités d'application du décret législatif n° 70 du 9 avril 2003, conformément à la résolution n° 680/13/CONS", suite à la consultation publique lancée au titre de la résolution n° 445/22/CONS du 20 décembre 2022, qui introduit des ajouts au règlement sur le droit d'auteur en ligne visant à fournir des mesures plus efficaces pour lutter contre la diffusion illégale d'événements sportifs en direct, conformément à la loi contre le piratage.

15. La réglementation de l'AGCOM sur le droit d'auteur en ligne prévoit également que les fournisseurs de services Internet, les personnes qui téléchargent des contenus et les gestionnaires de sites Web peuvent faire opposition dans les cinq jours suivant la publication d'une ordonnance de blocage, en précisant l'adresse IP ou le nom de domaine bloqué qui, selon eux, est utilisé pour des services légitimes, et en fournissant toutes les informations pertinentes à l'appui de leur allégation d'utilisation légitime.

16. En octobre 2024, la loi contre le piratage a été modifiée conformément au décret omnibus⁶, notamment pour inclure explicitement dans son champ d'application non seulement les fournisseurs d'accès et les moteurs de recherche en ligne, mais aussi les fournisseurs de services VPN et les fournisseurs de DNS accessibles au public, quel que soit leur lieu de résidence ou leur emplacement. La contrainte temporelle (une fenêtre de 30 minutes pour la mise en œuvre de la mesure) déjà établie par la loi n° 93/2023 pour les autres prestataires est désormais étendue à ces derniers.

17. L'article 2.5 de la loi contre le piratage, tel que modifié par le décret omnibus, stipule que les fournisseurs d'accès, les moteurs de recherche en ligne et les prestataires de services de la société de l'information, lorsqu'ils participent à quelque titre que ce soit à l'accès à un site Web illégal ou à des services illégaux, doivent exécuter les ordres de l'AGCOM sans délai et, en tout état de cause, dans un délai maximum de 30 minutes à compter de la notification. Cela inclut la désactivation de la résolution DNS des noms de domaine et l'acheminement du trafic réseau vers les adresses IP signalées par les titulaires de droits ou, plus généralement, l'adoption des mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour rendre le contenu distribué illégalement inaccessible aux utilisateurs finaux. Les moteurs de recherche en ligne et les prestataires de services de la société de l'information, dans les cas où ils ne sont pas impliqués dans l'accès au site Web ou aux services illégaux, doivent néanmoins, dans le même délai maximum de 30 minutes à compter de la notification de l'ordre de désactivation, prendre toutes les mesures techniques nécessaires pour empêcher la visibilité du contenu illicite, y compris, en tout état de cause, le déréférencement des moteurs de recherche de tous les noms de domaine qui font l'objet d'ordres de blocage de l'AGCOM, y compris les noms de domaine signalés par l'intermédiaire de la plateforme Piracy Shield.

18. Il s'ensuit que les personnes qui doivent être informées d'un ordre de désactivation, sur la base des dispositions légales actuelles, sont les fournisseurs de services d'accès, y compris les fournisseurs de VPN et les fournisseurs de DNS accessibles au public, quel que soit leur lieu de résidence ou leur localisation, les moteurs de recherche en ligne et, plus généralement, les prestataires de services de la société de l'information impliqués, à quelque titre que ce soit, dans la fourniture d'un accès à des sites Web ou à des services illégaux. La loi contre le piratage, telle que modifiée par le décret général, précise que la plateforme Piracy Shield est

⁶ Décret-loi n° 113 du 9 août 2024, converti avec modifications par la loi n° 143 du 7 octobre 2024.

l'outil que tous les destinataires d'ordres de désactivation doivent utiliser pour garantir la suppression effective et en temps voulu des noms de domaine ou des adresses IP.

III. PLATEFORME PIRACY SHIELD

19. Conformément à la loi contre le piratage, l'AGCOM a créé en septembre 2023 un comité technique, en collaboration avec l'Agence nationale de cybersécurité, pour discuter de la mise en œuvre technique de la loi contre le piratage avec les fournisseurs d'accès Internet et les titulaires de droits. L'objectif était de partager des pratiques recommandées pour une approche coordonnée et efficace du blocage du contenu en direct.

20. À la suite des travaux du comité technique, l'AGCOM a publié la résolution n° 321/23/CONS définissant les exigences techniques et opérationnelles d'une plateforme automatisée unique, Piracy Shield, qui est entrée en service le 1^{er} février 2024. La résolution appelle également les opérateurs des catégories visées par la loi contre le piratage, ainsi que ceux qui ont participé aux travaux du comité technique, à prendre les mesures nécessaires pour assurer la pleine fonctionnalité de la plateforme d'ici la date limite du 31 janvier 2024, y compris en ce qui concerne l'accréditation définitive et complète à la plateforme.

21. Les demandes d'accréditation auprès de la plateforme Piracy Shield sont soumises par les entités remplissant les conditions requises via un portail spécifique et sont validées par l'AGCOM après examen de la documentation fournie. Les identifiants d'accès à la plateforme ne sont délivrés que si le processus de vérification aboutit à un résultat positif.

22. Les prestataires de services d'accès se sont inscrits sur la plateforme Piracy Shield avant la date limite du 31 janvier 2024, comme l'exige la résolution n° 321/23/CONS. Le 23 octobre 2024, l'AGCOM a lancé un appel aux fournisseurs de services VPN et aux fournisseurs de DNS accessibles au public, quel que soit leur lieu de résidence ou leur localisation, aux moteurs de recherche en ligne et, plus généralement, aux prestataires de services de la société de l'information impliqués à quelque titre que ce soit dans la facilitation de l'accès à des sites ou services illégaux, pour qu'ils prennent, conformément aux dispositions susmentionnées, toutes les mesures nécessaires pour assurer le plein fonctionnement de la plateforme Piracy Shield en menant à bien le processus d'accréditation.

23. À ce jour, la plateforme Piracy Shield a permis de désactiver plus de 26 000 FQDN et plus de 7 000 adresses IPv4.

IV. CONCLUSION

24. En conclusion, on peut affirmer que la réglementation de l'AGCOM sur le droit d'auteur en ligne fournit aux titulaires de droits un outil pour se prémunir contre le piratage. En outre, les mesures de protection des contenus en direct introduites par la loi italienne contre le piratage et la plateforme Piracy Shield représentent une initiative unique au niveau national et international en tant que moyen concret de mise en œuvre de la recommandation de la Commission européenne du 4 mai 2023.

[Fin de la contribution]

MOYENS DE FAIRE RESPECTER LE DROIT D'AUTEUR DANS L'ENVIRONNEMENT NUMÉRIQUE – UNE NOUVELLE LÉGISLATION EN MATIÈRE DE DROIT D'AUTEUR

*Contribution établie par Mme Borana Ajazi, directrice du Bureau du droit d'auteur au Ministère de l'économie, de la culture et de l'innovation, Tirana (Albanie)**

RÉSUMÉ

En République d'Albanie, le nombre de personnes physiques et morales engagées dans la création de contenu, s'appuyant sur le droit d'auteur et intervenant sur le marché en ligne, est en hausse.

En revanche, la facilité d'accès au contenu en ligne a entraîné une augmentation du nombre d'atteintes au droit d'auteur, qu'elles soient intentionnelles ou accidentelles. Cette question devait être traitée en priorité par la République d'Albanie et ses institutions publiques représentatives.

Néanmoins, le système national actuel du droit d'auteur présente certains défis en ce qui concerne l'adoption de nouvelles formes d'exploitation du droit d'auteur, raison pour laquelle le système fait actuellement l'objet d'une réforme.

I. INTRODUCTION

1. En tant que pays candidat à l'Union européenne (UE)¹, la République d'Albanie doit prendre des mesures pour garantir la même protection du droit d'auteur que celle accordée par les autres États membres de l'UE. En conséquence, la Direction du droit d'auteur du Ministère de l'économie, de la culture et de l'innovation a pris des mesures importantes pour mettre le cadre juridique national du droit d'auteur en conformité avec celui de l'UE et l'accent est désormais mis sur le secteur numérique.

2. Cette contribution explique comment la République d'Albanie, pays candidat à l'adhésion à l'UE, traite le problème des atteintes en ligne au droit d'auteur. Même si les initiatives actuelles se présentent encore sous la forme d'un projet de loi, elles sont considérées à l'échelle nationale comme l'une des réformes les plus importantes du système en matière de droit d'auteur.

II. SITUATION ACTUELLE DES ATTEINTES EN LIGNE AU DROIT D'AUTEUR

3. Actuellement, le système albanais doit relever certains défis liés à l'environnement en ligne et à des questions de droit d'auteur telles que le piratage, principalement au regard de la législation albanaise en matière de droit d'auteur², qui ne régleme pas les questions de droit d'auteur dans l'environnement en ligne. Par conséquent, une réforme juridique est nécessaire pour respecter l'accord de stabilisation et d'association que l'Albanie a signé en 2006 avec les

* Les points de vue exprimés dans le présent document sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux du Secrétariat ou des États membres de l'OMPI.

¹ https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/enlargement-policy/albania_en.

² Loi n° 35/2016 sur le droit d'auteur et les droits voisins, telle que modifiée.

États membres de l'UE³ et l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)⁴. Le rapport annuel de la Commission européenne⁵ concernant la République d'Albanie souligne également les mesures qui doivent être prises dans ce domaine, en mettant l'accent sur les réformes législatives relatives à l'application du droit d'auteur dans l'espace en ligne.

4. En outre, l'Albanie dispose d'un Bureau du droit d'auteur très bien structuré au sein du Ministère de l'économie, de la culture et de l'innovation, ainsi que d'un certain nombre d'autres institutions nationales qui traitent du droit d'auteur, chacune ayant des fonctions spécifiques, dont un régulateur de l'audiovisuel, une inspection d'État pour le marché intérieur et une structure spécialisée pour les procédures électroniques. En revanche, il n'existe pas de structure habilitée à faire respecter le droit d'auteur en ligne et à imposer des obligations aux services numériques.

5. De même, on ne dispose d'aucune donnée en ce qui concerne l'ampleur des atteintes au droit d'auteur dans l'environnement numérique ou leur incidence potentielle sur les industries de la création.

III. RÉPONSE DU GOUVERNEMENT

A. RÉFORMES JURIDIQUES

6. Le Bureau du droit d'auteur a finalisé un nouveau projet de loi sur le droit d'auteur, fondé sur l'acquis de l'UE en matière d'environnement numérique⁶, qui contient une section sur les moyens de faire respecter le droit d'auteur dans l'environnement numérique.

7. Il vise, d'une part, à promouvoir l'offre légale d'œuvres numériques et à sensibiliser le public à leur bonne utilisation et, d'autre part, à repérer et à lutter contre les atteintes au droit d'auteur et aux droits connexes commises sur les réseaux de communication électroniques, quelle que soit la manière dont ces atteintes sont commises. Cette loi introduit également la notion de fournisseur de services de partage de contenus en ligne et des définitions relatives à ses obligations à l'égard des contenus protégés, décrites ci-dessous dans la section D.

B. RÉFORMES INSTITUTIONNELLES

8. Le Bureau du droit d'auteur est la principale institution publique chargée de proposer, d'élaborer et de rédiger des politiques et des stratégies précises en matière de droit d'auteur et de droits connexes en Albanie, avec le soutien du Ministère de l'économie, de la culture et de l'innovation. Il a en outre des responsabilités en ce qui concerne le système de gestion collective des droits et la promotion du droit d'auteur et des droits connexes.

³ Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Albanie, d'autre part, Déclarations publiées dans le Journal officiel n° L 107 du 28/04/2009, p. 0166 – 0502, disponibles à l'adresse <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex%3A22009A0428%2802%29>.

⁴ OMC | propriété intellectuelle (ADPIC) – texte de l'accord – table des matières.

⁵ https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/albania-report-2023_en.

⁶ Directive (UE) 2019/790 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique et modifiant les directives 96/9/CE et 2001/29/CE; directive (UE) 2019/789 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 établissant des règles sur l'exercice du droit d'auteur et des droits voisins applicables à certaines transmissions en ligne d'organismes de radiodiffusion et retransmissions de programmes de télévision et de radio, et modifiant la directive 93/83/CEE du Conseil.

9. Le projet de loi sur le droit d'auteur donne au Bureau du droit d'auteur les moyens de protéger le droit d'auteur et les droits connexes pour tous les services en ligne qui ont une responsabilité éditoriale. Le Bureau du droit d'auteur peut administrer les affaires concernant des atteintes au droit d'auteur ou aux droits connexes sur l'Internet et statuer sur le retrait du contenu illicite d'un site Web sur lequel il a été illégalement publié, ou prendre des mesures pour bloquer l'accès à ce contenu.

10. En outre, le Bureau du droit d'auteur fournira des informations et mettra à disposition des ressources pour sensibiliser le public à l'importance du respect du droit d'auteur en ligne. Le Bureau du droit d'auteur ne sera pas habilité à imposer une mesure administrative (sanction) au contrevenant, cette compétence demeurant du ressort de l'Inspection d'État, conformément à la décision du Bureau du droit d'auteur (comme expliqué ci-dessous).

11. Du fait de cette nouvelle compétence, le Bureau du droit d'auteur sera renommé Direction générale du droit d'auteur et disposera d'un service spécialisé doté d'une équipe de 10 personnes chargé de veiller au respect du droit d'auteur en ligne.

C. PROCÉDURE ADMINISTRATIVE DE LUTTE CONTRE LE PIRATAGE

12. L'utilisation du nouveau système antipiratage est volontaire et indépendante de la protection judiciaire des droits. La loi prévoit expressément que l'ouverture d'une procédure devant le Bureau du droit d'auteur est sans effet sur le droit de recours judiciaire dont dispose le titulaire du droit d'auteur pour la même affaire.

13. La procédure devant le Bureau du droit d'auteur ne remplace pas la procédure judiciaire, mais offre une autre solution. Toutefois, une procédure ne peut être ouverte devant le Bureau du droit d'auteur si elle a déjà été entamée devant les autorités judiciaires.

14. Afin de s'acquitter de la tâche de protection du droit d'auteur ou des droits connexes sur tout service en ligne ayant une responsabilité éditoriale, le Bureau du droit d'auteur ainsi réorganisé interviendra à la demande d'un titulaire de droits reconnu ou d'une personne autorisée par ce dernier.

15. Si un titulaire de droits estime qu'une œuvre numérique a été mise à disposition sur une page Web ou sur un service en ligne en violation de la législation sur le droit d'auteur, il peut déposer une demande auprès du Bureau du droit d'auteur pour que celle-ci soit retirée.

16. La demande sera soumise et traitée par l'intermédiaire d'un système électronique dénommé e--Albania (l'ensemble du processus sera numérique), accompagnée de toutes les pièces justificatives nécessaires pour attester la titularité des droits et le paiement du service.

17. Lorsque l'atteinte au droit d'auteur est démontrée, le Bureau du droit d'auteur prend une décision en fonction de l'emplacement du serveur qui héberge le contenu illégal :

- Si le serveur est situé en Albanie, le Bureau du droit d'auteur peut ordonner au fournisseur de services d'hébergement albanais d'empêcher ou de faire cesser l'atteinte, en demandant une autorisation au titulaire des droits dans les 10 jours suivant la notification de l'utilisation. Le délai de 10 jours vise à aider les titulaires de droits à s'assurer qu'ils reçoivent une compensation équitable pour l'utilisation qui a été faite de leur œuvre. Au terme de ces 10 jours, en l'absence d'autorisation du titulaire des droits et si le contenu est toujours disponible sur le site, une amende administrative sera infligée aux fournisseurs de services d'hébergement, assortie d'une injonction de retirer le contenu. Si les fournisseurs de services

d'hébergement ne retirent pas le contenu, même après l'imposition d'une amende administrative, le service est bloqué.

- Si le site ou le service en ligne sur lequel des œuvres numériques sont mises à disposition sans autorisation est hébergé sur un serveur situé en dehors du territoire albanais, le Bureau du droit d'auteur peut ordonner aux fournisseurs d'accès à Internet de bloquer l'accès au site.

18. Le non-respect des ordonnances susmentionnées constitue une infraction administrative et est passible d'une amende. La procédure administrative de protection des droits d'auteur et des droits connexes dans l'environnement en ligne aura un coût qui sera déterminé par le Conseil des ministres.

D. FOURNISSEURS DE SERVICES DE PARTAGE DE CONTENUS EN LIGNE

19. Le nouveau projet de loi sur le droit d'auteur introduit la notion de fournisseurs de services de partage de contenus en ligne avec une section comprenant les éléments suivants :

- protection des publications de presse concernant les utilisations en ligne,
- utilisation de contenu protégé par des fournisseurs de services de partage de contenus en ligne,
- obligation de transparence,
- mécanisme d'adaptation des contrats,
- licence collective à effet étendu (déjà en place),
- mécanisme de négociation,
- obligation d'obtenir une autorisation,
- responsabilités.

20. Le nouveau projet de loi sur le droit d'auteur étend le champ d'application de la réglementation aux plateformes de partage de contenu, étant donné que la plupart d'entre elles ne sont pas situées en Albanie. Par conséquent, les dispositions de la directive sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique visant ces plateformes pourraient être inapplicables, même si elles font partie intégrante du droit national. La solution consiste à compléter l'exercice de rapprochement en transposant dans la législation sur le droit d'auteur également deux articles du règlement sur les services numériques⁷, l'initiative législative récemment adoptée par l'UE qui, pour la première fois, vise à réglementer tous les services intermédiaires numériques, y compris les plateformes de partage de contenus.

21. Ces articles sont les suivants :

- l'article 13, qui impose à tous les services intermédiaires numériques actifs en Europe l'obligation de désigner un représentant légal dans un État membre (la transposition de cet article dans la loi sur le droit d'auteur peut être limitée aux seules plateformes de partage de contenus actives en Albanie et imposera l'obligation de désigner un représentant légal pour l'Albanie, soit dans le pays, soit pour rendre cette obligation moins contraignante pour la plateforme, au moins dans la région des Balkans);
- l'article 9, qui permet à l'autorité judiciaire nationale ou à toute autorité compétente en matière de droit d'auteur (en particulier le Bureau du droit d'auteur) d'ordonner à tout service numérique actif en Albanie de retirer tout contenu qui enfreint la législation nationale sur le droit d'auteur;

⁷ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32022R2065>.

- l'article 10, qui impose aux plateformes l'obligation de fournir aux autorités compétentes des informations sur leurs activités et les recettes perçues en Albanie; les articles 9 et 10 peuvent être appliqués par l'imposition de sanctions financières pouvant aller jusqu'à 3% des recettes annuelles perçues en Albanie.

IV. DÉFIS ET AVENIR DE LA LUTTE CONTRE LE PIRATAGE

22. Le Ministère de l'économie, de la culture et de l'innovation, avec le Bureau du droit d'auteur, doit élaborer une politique, une réglementation ou des lignes directrices efficaces, principalement axées sur les points suivants :

- protection des publications de presse concernant les utilisations en ligne,
- utilisation de contenu protégé par des fournisseurs de services de partage de contenus en ligne,
- procédures pour le traitement des plaintes des titulaires de droits.

23. En outre, il importe de coopérer intensivement avec les partenaires internationaux, non seulement pour remplir les obligations internationales, mais aussi pour faire en sorte que la République d'Albanie bénéficie du même niveau de protection de ces droits que les pays les plus avancés dans ce domaine.

24. L'administration albanaise doit créer un système de réponse régulier contre les reproductions illégales et créer un environnement sain pour la distribution de contenu, en assurant une surveillance en ligne des atteintes au droit d'auteur, et doit notamment :

- surveiller les reproductions illégales sur les sites Web albanais et étrangers par l'intermédiaire d'équipes de surveillance en ligne et réagir activement et à grande échelle contre les atteintes au droit d'auteur en Albanie et à l'étranger;
- analyser les informations relatives aux atteintes au droit d'auteur afin de fournir les informations nécessaires pour les recommandations de correction (avertissements, demandes de suppression/suspension de la transmission interactive, etc.) et les contre-mesures sous forme de coopération public-privé;
- bloquer les recherches en ligne sur les sites Web illégaux et les publicités commerciales afin d'éradiquer leurs sources de revenus, etc.;
- enquêter sur les sites Web situés en dehors de l'Albanie qui opèrent dans la langue locale et distribuent illégalement des contenus albanais et partager des informations pertinentes, dans le but de permettre aux titulaires de droits d'auteur de demander eux-mêmes des mesures correctives;
- point supplémentaire : aider les personnes défavorisées sur le plan de l'emploi (personnes en situation de handicap, femmes ayant interrompu leur carrière, familles multiculturelles, classes à faibles revenus, etc.) à s'intégrer dans la société en les recrutant pour faire de la surveillance à domicile.

25. Une importance égale doit être accordée à la formation de personnel spécialisé, responsable de la mise en œuvre effective des règles relatives au droit d'auteur dans l'espace en ligne.

26. En outre, les initiatives visant à améliorer la transparence doivent être renforcées moyennant la rédaction de publications, de rapports d'enquête et de rapports de recherche sur la protection du droit d'auteur et la production de rapports d'analyse approfondis sur les tendances et les problèmes en matière de protection du droit d'auteur à l'échelle nationale et à

l'étranger. L'objectif est de fournir des informations aux créateurs, aux utilisateurs, aux entreprises et aux institutions publiques concernées.

27. Enfin, l'accent doit être mis sur les activités visant à promouvoir la protection du droit d'auteur afin de sensibiliser à cette problématique les organisations concernées et la population albanaise, et prévenir les atteintes en ligne au droit d'auteur.

V. CONCLUSION

28. Le Ministère de l'économie, de la culture et de l'innovation est conscient qu'une réforme juridique ne suffit pas à mettre fin aux activités portant atteinte au droit d'auteur en ligne. C'est pourquoi le Ministère est déterminé à créer un système relatif aux moyens de faire respecter le droit d'auteur qui soit efficace et simple à utiliser, et à sensibiliser le public à l'importance de la protection du droit d'auteur dans l'environnement numérique.

[Fin du document]